

Les niveaux de vie d'une nation sont basés avant tout sur son agriculture, car c'est son principal moyen de subsistance.

Louis BROMFIELD (Plaisante Vallée)

Notre Editrice

La pluie est venue, abondante, généreuse. Toute la Tunisie en bénéficie. L'herbe repousse. Les semailles sont bonnes. Nous voudrions être optimistes, jusqu'à espérer que la prochaine récolte en permettant enfin une rentrée de fonds importants dans nombre d'exploitations, règlera définitivement et entièrement la crise traversée par toute l'agriculture de ce pays ces dernières années.

Réalistes comme tout Paysan qui vit sur la terre, par la terre et pour l'amour de la terre, nous avons peur de cet optimisme béat qui trop souvent dans ce Pays est l'occasion pour l'Administration, comme d'ailleurs pour l'agriculture — soyons justes — de remettre à plus tard la réalisation de projets dont les agriculteurs ont besoin. C'est par le nombre toujours croissant des agriculteurs qui doivent adhérer à toutes les coopératives, que l'agriculture ici comme ailleurs, se renouvèle et gagne de l'argent. C'est par le nombre toujours croissant des agriculteurs qui doivent adhérer à toutes les coopératives, que l'agriculture ici comme ailleurs, se renouvèle et gagne de l'argent.

A voir de quelle façon l'Administration conçoit dans ce Pays certains problèmes agricoles, nous donnons beaucoup d'espoir; problème de l'hydraulique — problème des plantations pour ne citer que ceux-là. Incontestablement nous reconnaissons qu'il y a des fonctionnaires utiles, dans des administrations utiles, dans des administrations utiles.

A voir de quelle façon l'Administration éprouve des difficultés pour réaliser ces conceptions pourtant supérieurement pensées, nous

LA C.G.A. SUR LES ONDES

Au delà de nos petites frontières

Voici le texte de la causerie radio-diffusée sur les antennes de Radio-Tunis, le vendredi 12 novembre 1948, par un délégué de l'U.T.-C.G.A. :

Voilà plusieurs mois, chers auditeurs, que nous ne vous avions parlé de ce qui se passe, sur le plan agricole, dans les pays étrangers. C'est là cependant l'un des sujets que nous aimons à traiter avec vous, car nous sommes convaincus de l'utilité de ce tour d'horizon rapide et instructif. On ne chôme pas au delà de nos petites frontières, et si nous avons pu, bien souvent, et nous en sommes fiers, être proposés en exemple, à des camarades agriculteurs parfois lointains dans l'espace, nous avons, de notre côté, encore beaucoup à apprendre chez autrui. Convenons-en maintenant, et prenons notre place dans la course au progrès, dont dépend la subsistance et du même coup la paix du monde. Et, par la même occasion, nous nous souviendrons : c'est capital — que notre pays ne peut vivre seul, et que son économie est liée, bon gré, mal gré, à celle de ses voisins.

Si l'on se reporte à la situation de l'été dernier en matière de production agricole et de ravitaillement, on constate que les seuls Etats-Unis d'Amérique nourrissaient 17 pays... y compris l'Allemagne occidentale et sans oublier la Tunisie, comprise pour la circonstance dans le chapitre France. D'un autre côté, le bloc économique Europe-Afrique du Nord ne se suffit pas à lui-même, et quel que soit le rythme d'une mécanisation de l'agriculture qui s'avère urgente et nécessaire, nous ne pensons pas être d'ici longtemps menacés des conséquences funestes de la surproduction. Le but qu'il convient de viser, c'est

Sous Commission Technique

du R. P. N. A.

La question péréquation faisait l'objet de cet résumé. Les questions de principe général tout d'abord :

Droit-on laisser le dollar à 150 jusqu'à mai 1949 et passer ensuite d'un seul coup au dollar à 264, ou bien établir dès maintenant un palier à 220.

L'avis des membres de cette commission, représentants des Chambres d'Agriculture Française et Tunisienne du Nord, Chambre Mixte du Sud et C.G.A., est unanime : le manque de trésorerie actuelle rend impossible d'envisager une augmentation du prix du matériel importé. Il y a donc lieu de laisser le dollar à 150 tant que la Caisse de Compensation pourra péréquer. Une récolte que l'on souhaite meilleure, des prix qui seront révisés permettront, peut-être de compenser à partir de juin prochain une nouvelle montée des prix.

M. Cathelinard, ingénieur en chef, chef du Génie Rural, expose ensuite les différentes propositions des maires importants de matériel américain ou anglais, désireux de profiter de la péréquation : — accord est donné pour l'importation de petit matériel tchécoslovaque ; — offre de vieux Fordson : refusé ; — moulins à vent : accordé ; à condition d'un contingent pour l'Agriculture en vente libre ; — moteurs fixes Diesel 9 CV : refusé parce que secteur industriel ; — charnues défonceuses : d'accord ; — 10 tracteurs Fowler-Marshall à chenilles 40 CV Diesel, moteur deux temps, au dollar à 150 = 950.000 fr. environ : accord est donné pour l'importation de ce matériel dont l'essai semble très intéressant.

M. Vacherot demande ensuite que soit prévu un contingent de dollars

pour l'importation (et péréquation) de matériel pour lutter contre l'érosion. 6 Prairie-Mulcher sont déjà commandées ce nombre est très insuffisant : unanimité de la commission pour que toutes les facilités soient données à l'importation de ces appareils, pour lesquels des devises sont accordées sur le contingent de janvier.

M. R. Beni demande que soient respectées les décisions prises quant aux délais d'enlèvement des tracteurs et autres matériels. C'est à la commission de leur attribuer en mai soit toujours en magasin.

M. Vacherot profite de cette réunion pour parler des carburants ; il demande :

- 1° que le pourcentage de 3% pour le démarrage des tracteurs Diesel soit porté à 4% ;
- 2° que le nécessaire soit fait pour que les agriculteurs possédant des camions et camionnettes (transporteurs privés) voient leurs attributions, faites par les Transports Routiers, largement compensées car elles sont d'une insuffisance notable ;
- 3° que les quantités d'essence accordées aux voitures de tourisme des agriculteurs, soient elles aussi augmentées ;
- 4° que les plantations arborescentes soient des grandes facilités pour produire des carburants :

- a) d'une façon constante par attribution pour les travaux réguliers (chenilletage) ;
- b) sur justifications pour tous travaux spéciaux, tels que Basin-Lister, sous-solage, etc.

Les membres de la commission appuient à l'unanimité ces différentes demandes et les feront leurs dans une lettre adressée au Ministre par une lettre.

M. Vacherot demande ensuite que

un équilibre que le monde n'atteindra que grâce à l'harmonie qui doit s'établir entre les productions des différents pays. C'est dire que chaque région n'a plus le droit de cultiver à sa guise, mais en tenant compte d'un plan général.

Avant de considérer, en particulier, les initiatives prises dans tel ou tel pays, et pour demeurer quelques instants encore à l'échelle internationale, remarquons que le cheptel ovin du globe est en augmentation de 3 % — ce qui est somme toute bien minime — sur la moyenne des années d'avant-guerre. L'Europe et les trois pays du Maghreb, estime notre source, « marquent une légère reprise ». L'Océanie seule accuse un progrès de 8%.

En passant, notons encore que depuis 1947, l'Amérique du Nord — en plus particulièrement le Canada — envoie en Europe — Belgique et Suisse notamment — des quantités massives de volailles, celles-ci, pour le voyage, sont éviscérées et enveloppées de cellophane. Trans en la matière : le conditionnement d'un produit est capital lorsqu'on tient à l'exporter. L'avenir, pour nous, est là.

Puisque nous parlons du Canada, rappelons que ce pays ne vit pas aujourd'hui au premier rang des producteurs de blé. Ce sont des colons français qui, il y a 80 ans, ont été les promoteurs de cette vocation définitivement reconnue au cours des dernières lustres. Remarque curieuse : en même temps que les récoltes s'accroissent, la population rurale passait de 90 à 27% seulement, ce qui tient à la mécanisation très poussée de l'agriculture canadienne, où prévaut l'emploi des disques et des moissonneuses-batteuses. On connaît la qualité boulangère des blés « Ma-

nitoba », qui sont d'ailleurs cotés et garantis par le Gouvernement d'Ottawa. Mais nos « Manouba » n'ont guère à leur envier.

Cette année, le Canada, qui depuis le début de la guerre a été une fois au secours de la France, a produit 372 millions de boisseaux de blé, soit 31 millions de plus qu'en 1947. Cependant, il convient de savoir que d'immenses étendues, même dans les districts les plus productifs, tels que ceux d'Ontario et de Québec, sont impropres à la culture du blé en raison du climat ou de la topographie. Voilà qui nous rappellera les conditions dans lesquelles nous travaillons la terre de la Régence.

(Lire la suite en 2ème page)

La C.G.A. obtient la liberté pour les agrumes

Le Journal Officiel Français a publié un arrêté du 21 Octobre 1948 relatif aux importations d'agrumes d'origine espagnole. Les importations de ces fruits sont désormais libres, à condition qu'ils soient produits dans les zones désignées par le décret.

Sans doute, n'est-ce pas sans ignorer que la S.G.C.A. (Société Générale des Coopératives de Consommation) avait obtenu en 1941 un véritable monopole de fait de l'importation et de la distribution de ces fruits, que la réglementation actuelle leur enlève ce monopole.

L'action concertée des Unions de Tunisie et d'Algérie auprès de la C.G.A. métropolitaine qui leur a apporté son appui a obtenu cet heureux résultat dont les producteurs d'Afrique du Nord se félicitent.

Cependant, cela n'abaissait pas tous les obstacles à la libre exportation de nos agrumes vers la Métropole. La mesure en elle-même apportait seulement des avantages certains aux importateurs de France, mais elle ne permettait pas à l'exportateur de l'Afrique du Nord de bénéficier de la production nord-africaine par rapport à celle des pays comme l'Espagne et l'Italie, nos concurrents naturels pour les produits, si les accords commerciaux et douaniers qui ont en l'espèce des répercussions graves pour nous.

Sans être hostile à ces accords nécessaires pour l'économie de chacun des pays participants, la C.G.A. n'a pas cessé de résister à des risques que pouvaient comporter de telles ententes, si les problèmes de la production nord-africaine ne sont pas résolus. Les problèmes de la production nord-africaine ne sont pas résolus. Les problèmes de la production nord-africaine ne sont pas résolus.

Et encore au mois de Septembre dernier, la Confédération Nationale des Travaux de l'Agriculture de France, à la conférence à laquelle prit part M. Vacherot, Président de l'Union de Tunisie de la C.G.A. il y fut étudié l'ensemble des problèmes posés par les accords commerciaux et douaniers : la nécessité d'améliorer, de standardiser notre production maraîchère et fruitière, pour lutter contre la concurrence étrangère, la nécessité de défendre en particulier nos produits nord-africains.

La participation de M. Vacherot, deux mois plus tard, à l'annuaire, l'une concernant les accords commerciaux, l'autre les accords douaniers, toutes deux demandant un travail d'ensemble, nous ont permis de constater que les problèmes posés par les accords commerciaux et douaniers, sont consultés (Voir T.A. N° 79 du 27 Mars 1948).

En effet, dès cette époque, la C.G.A. soulevait des intérêts des graminées nord-africaines, voulait que soit établi un calendrier d'importation des agrumes dans la Métropole, qui prenne en considération les besoins de la production d'Afrique du Nord et la capacité d'absorption du marché métropolitain.

Dès la parution du décret du 21 Octobre, notre organisation métropolitaine, sur la demande des Unions de Tunisie et d'Algérie et par elles documentée, con-

Organe Hebdomadaire de l'Union de Tunisie de la Confédération Générale de l'Agriculture

Paraît le Samedi — Rédaction, Administration : 72 Av. Jules Ferry, TUNIS — Tél : 76-45 — Abonnement 400 frs. par an

Versements : C.C.P. « FEDERATION DES COOPERATIVES AGRICOLES DE TUNISIE » Tunis RP 10306

A PARIS la C.G.A. défend l'AGRICULTURE TUNISIENNE

PARIS, le 9-11-48 (De notre correspondant particulier).

La grève des inscrits maritimes compromet une nouvelle fois les intérêts des producteurs d'Afrique du Nord et ceux des consommateurs.

Il semble qu'une périodicité se soit établie dans ces grèves d'un secteur ou l'autre de la marine marchande et que cette périodicité corresponde à celle de la production des fruits et légumes d'Afrique du Nord destinés à la Métropole.

Au mois de juillet dernier la grève a éclaté au début de la campagne des chasselas. Cette fois-ci c'est au moment de la campagne d'agrumes, et les pertes de ces fruits menacent d'être importantes si cette situation n'est pas réglée avec promptitude.

La Confédération Générale de l'Agriculture vient d'alerter une fois de plus le Ministre des Transports et des Travaux Publics pour lui demander d'apporter à cette question une solution urgente, et lui proposer d'accorder de larges dérogations au monopole du pavillon, puisque ce monopole en dehors du prix qu'il coûte normalement est une source de pertes supplémentaires pour l'Economie Agricole d'Afrique du Nord n'est pas en mesure de supporter.

Les producteurs d'Afrique du Nord espèrent que l'arrivée de contingents importants de ces fruits en provenance d'Afrique du Nord par la mer, permettra de rétablir d'une façon normale par le jeu des lois économiques naturelles.

Si des facteurs inattendus, extérieurs au circuit de la production et de la commercialisation viennent compromettre l'acheminement normal des produits vers les marchés de la métropole, les pertes qui en résulteront sans aucun doute viendront fausser ce marché, compromettre et retarder l'établissement des cours naturels.

La responsabilité des producteurs sera-t-elle engagée ? Leur fera-t-on supporter, par l'introduction de produits étrangers d'une qualité et d'une présentation nettement inférieures aux leurs, les retards dans l'approvisionnement des marchés, retards dont ils ne sont, en aucun cas responsables ?

La Confédération Générale de l'Agriculture s'emploiera d'une part à faire résoudre rapidement cette question d'arrêt des transports, et d'autre part, à alléger la menace que peut constituer l'exécution d'accords commerciaux sur lesquels ils n'ont pas été consultés.

L'arrêt permettant l'introduction d'agrumes espagnols n'est pas encore paru, mais les producteurs d'A-

Prix et Salaires

Le vœu de la C.G.A. au Conseil Economique qui tendait à obtenir un équilibre des salaires et des prix a malheureusement été rejeté par les commissions réunies de l'Economie Nationale et des Finances.

M. Ricard, Président du Groupe Patronal au Conseil Economique a exposé les raisons pour lesquelles ce groupe se refusait à participer à la proposition de la C.G.A., affirmant que cette étude doublerait inutilement celle entreprise par le Comité National des Prix. En outre, le Gouvernement avait défini sa politique économique et réalisait actuellement certaines suggestions apportées par la proposition C.G.A., notamment la réforme fiscale et la lutte contre les spéculateurs, l'étude en cours n'a pas d'objet.

Pour notre part, nous regrettons que les commissions du Conseil Economique aient presque adopté la proposition de M. Ricard. Une proposition transactionnelle permettrait cependant de continuer à examiner la proposition de la C.G.A.

Nous pensons cependant que l'efficacité d'une étude entreprise dans ces conditions risque d'être considérablement amoindrie.

On ne peut que regretter que la proposition C.G.A. qui visait à la détermination d'un rapport accepté par toutes les parties intéressées entre le salaire horaire de base et le prix des denrées ou produits d'utilité vitale n'ait pas eu le sort qu'il méritait.

Le syndicalisme dans la société moderne ne se fait pas. La stabilité sera engagée dans les problèmes vitaux, ou il conduira la nation à sa ruine.

La C.G.A. obtient la liberté pour les agrumes

Le Journal Officiel Français a publié un arrêté du 21 Octobre 1948 relatif aux importations d'agrumes d'origine espagnole. Les importations de ces fruits sont désormais libres, à condition qu'ils soient produits dans les zones désignées par le décret.

Sans doute, n'est-ce pas sans ignorer que la S.G.C.A. (Société Générale des Coopératives de Consommation) avait obtenu en 1941 un véritable monopole de fait de l'importation et de la distribution de ces fruits, que la réglementation actuelle leur enlève ce monopole.

L'action concertée des Unions de Tunisie et d'Algérie auprès de la C.G.A. métropolitaine qui leur a apporté son appui a obtenu cet heureux résultat dont les producteurs d'Afrique du Nord se félicitent.

Cependant, cela n'abaissait pas tous les obstacles à la libre exportation de nos agrumes vers la Métropole. La mesure en elle-même apportait seulement des avantages certains aux importateurs de France, mais elle ne permettait pas à l'exportateur de l'Afrique du Nord de bénéficier de la production nord-africaine par rapport à celle des pays comme l'Espagne et l'Italie, nos concurrents naturels pour les produits, si les accords commerciaux et douaniers qui ont en l'espèce des répercussions graves pour nous.

Sans être hostile à ces accords nécessaires pour l'économie de chacun des pays participants, la C.G.A. n'a pas cessé de résister à des risques que pouvaient comporter de telles ententes, si les problèmes de la production nord-africaine ne sont pas résolus. Les problèmes de la production nord-africaine ne sont pas résolus.

Et encore au mois de Septembre dernier, la Confédération Nationale des Travaux de l'Agriculture de France, à la conférence à laquelle prit part M. Vacherot, Président de l'Union de Tunisie de la C.G.A. il y fut étudié l'ensemble des problèmes posés par les accords commerciaux et douaniers : la nécessité d'améliorer, de standardiser notre production maraîchère et fruitière, pour lutter contre la concurrence étrangère, la nécessité de défendre en particulier nos produits nord-africains.

La participation de M. Vacherot, deux mois plus tard, à l'annuaire, l'une concernant les accords commerciaux, l'autre les accords douaniers, toutes deux demandant un travail d'ensemble, nous ont permis de constater que les problèmes posés par les accords commerciaux et douaniers, sont consultés (Voir T.A. N° 79 du 27 Mars 1948).

En effet, dès cette époque, la C.G.A. soulevait des intérêts des graminées nord-africaines, voulait que soit établi un calendrier d'importation des agrumes dans la Métropole, qui prenne en considération les besoins de la production d'Afrique du Nord et la capacité d'absorption du marché métropolitain.

Dès la parution du décret du 21 Octobre, notre organisation métropolitaine, sur la demande des Unions de Tunisie et d'Algérie et par elles documentée, con-

TRIBUNE LIBRE

« Remèdes aux Scandales »

Il est très bon de signaler les scandales du Marché Central et de montrer au public que ce n'est pas généralement le producteur qui, en réalité, fait la vie chère, mais bien l'intermédiaire peu scrupuleux et malhonnête.

Bien des moyens ont été préconisés pour lutter contre la vie chère, mais la plupart n'ont été que des palliatifs. Le système de l'affichage du double prix ne prouve rien sans l'appui de factures, d'oui contrôleurs, super-inspecteurs, fonctionnaires et papeterie. Le magasin-témoin de l'Etat, qui n'est qu'un moyen de pression, ne prouve rien sans l'appui de factures, d'oui contrôleurs, super-inspecteurs, fonctionnaires et papeterie.

Il n'y a qu'un seul remède à ces scandales, c'est la coopération sous forme de coopératives de consommation ou l'intermédiaire est supprimé et le consommateur se trouve directement en présence du producteur. La création d'une coopérative de consommation semble difficile à réaliser, car c'est l'entreprise la plus facile à conduire, car elle n'a pas besoin d'origine de gros capitaux et de fondation et le capital de roulement s'acquiert rapidement; d'autre part une coopérative de consommation aura un train commercial régulier, tant que les hommes n'auront pas inventé la paille

nourricière. Il lui suffit d'un conseil d'administration où la loi et le devoir sont inébranlables, et d'un bon directeur facile à trouver, s'il est bien payé.

Le dis bien payé, car en matière commerciale et surtout en période de sous-production, les prix instables et très variables pourraient inciter à un certain trafic. A côté du Directeur, il y a un bon comptable, qui ferait fonction de sous-gérant, le tout contrôlé par quelques commissaires aux comptes dévoués et l'entreprise est sûre d'arriver à son but, qui n'est pas de gagner de l'argent, car en principe la coopérative ne fait pas de bénéfices, mais fait baisser la vie, en laissant à un producteur une rétribution, qui l'encourage à produire davantage pour le plus grand intérêt de la collectivité.

Ne pourrait-on pas créer avec l'appui de la C.G.A. ou de syndicats de producteurs de cultures maraîchères et fruitières, par exemple, de telles coopératives ? Quand on connaît les avantages de la coopération, il est regrettable d'en faire fi.

Un peu de dévouement et d'initiative et nous verrons paraître au centre de grandes villes comme Tunis, Sousse, Sfax ou Bizerte, de grandes coopératives étroitement liées les unes aux autres pour l'échange de produits entre les régions, à l'avantage de tous.

Jacques ISAMBERT, Président du Syndicat Agricole de Producteurs et de la Coopérative de Motoculture de Pont-du-Fahs.

FACTEURS DE PROSPERITE AGRICOLE AUX U. S. A.

PAR J. DUMONT

C'est un fait banal que de constater la prospérité de l'agriculture aux Etats-Unis et il semble sur ce point que la période actuelle soit une des plus heureuses qu'aient traversées les U.S.A.

Mais il peut être instructif d'en rechercher les causes sans que l'on puisse épuiser le sujet dans un simple tour d'horizon. Certaines d'entre elles s'imposent aux visiteurs et ce ne sont probablement pas les plus profondes.

Ces espaces immenses qui ont permis l'installation massive des premiers pionniers, la richesse de certaines terres, les réserves d'eau accumulées dans les Grands Lacs, ou dans les immensités des montagnes rocheuses, la variété des climats, la puissance industrielle qui a permis un équipement considérable et varié à la demande de l'agriculture, la proximité des sources de carburants, autant de raisons spectaculaires qui ont permis à un degré presque inégalable une mise en valeur qui peut passer pour un modèle.

Mais ces conditions physiques en quelque sorte de la puissance agricole américaine donnaient des bases solides à un développement durable, elles le permettaient. Elles ne l'expliquent pas à elles seules.

Il est plus instructif de se demander comment, les choses étant ce qu'elles étaient, c'est-à-dire ces conditions, d'ailleurs exceptionnelles, ont permis à un seul pays, comment les Américains en ont tiré un tel parti et s'il n'est pas possible dans des conditions sans doute infiniment moins complètes d'en appliquer quelques-unes des raisons déterminantes.

Il faut alors entrer dans plus de détails sur cette agriculture aux moyens si modernes, calculée et pratiquée suivant des principes bien définis de rentabilité. Et c'est un fait que le calcul du prix de revient semble bien être à la base de toutes les décisions actuelles d'exploitations américaines.

Des brochures, les nombreux conseils des Services Agricoles du lieu, l'exemple des voisins, lui apprendront son nouveau métier sans qu'il risque de faire des erreurs grossières et coûteuses.

Sans doute une part bien moins grande que chez nous est laissée à l'inspiration de l'exploitant; ou plus exactement l'exploitant fait abandonner volontiers de son originalité et même fréquemment de sa formation technique initiale.

Les conditions techniques de réussite dans chaque région ont été à ce point déterminées, mises en lumière et diffusées qu'il peut sans inquiétude s'engager dans la spéculation toute nouvelle pour lui qui lui serait profitable. Il en connaît à l'avance les avantages, les possibilités, les difficultés, le prix initial et les fonds de roulement nécessaires. Et c'est là aussi un énorme atout pour tous les débutants qui bénéficient non seulement de l'expérience de leurs aînés mais aussi des connaissances économiques et scientifiques des bureaux de vulgarisation et de recherches qui comportent tous les services agricoles des Etats de la Fédération.

Ce choix des régions détermine par le fait la spécialisation des cultures suivant les régions : quel avantage pour l'équipement des fermes. Elles s'organisent en vue d'une seule et unique spéculation. Elles peuvent se permettre de n'avoir que les bâtiments, les améliorations et le matériel répondant à cette culture.

(Lire la suite en 2ème page)

L'AGRICULTURE EN TUNISIE

par ALI SGHIR

secrétaire Général adjoint de l'U.T.-C.G.A.

La pluie générale tombée ces temps derniers a suscité beaucoup d'espoir parmi les agriculteurs des différentes régions de la Tunisie. Aussi, se sont-ils mis en toute confiance à semer leurs grains dans la terre rafraîchie après tant de sécheresses. La saison s'annonce bonne pour les céréales et la Tunisie n'aura pas cette année de mauvaises récoltes pour compenser une partie des années de disette qu'elle vient de subir. Pour cela il ne faut pas nous attendre à ces miracles. Il faut de toute urgence donner la semence à ceux qui n'en ont pas. Il faut savoir mesurer tout le désespoir d'un agriculteur qui, surtout en Tunisie où la pluviométrie est très capricieuse, se voit dans l'impossibilité de profiter de l'occasion unique qui se présente à lui et ne pas pouvoir travailler sa terre ou ne pas la semer faute de moyens.

Les grands espaces qui resteront incultes, représenteront peut-être d'importantes quantités de blé qui ne seront jamais de trop pour le relèvement de notre pays après tant de souffrances. Et par conséquent, plus que tous les discours autour d'un budget mal équilibré, ce qui nous inspire à nos grands conseillers toute la garantie nécessaire pour une année prospère, dans leur souci de donner toutes les chances de réussir à ces agriculteurs impuissants.

Dans chaque cadastre et dans chaque cheikh, tout doit être organisé de façon à ce qu'aucune parcelle de terre ne soit abandonnée et ne reste inculte.

Le meilleur gage du succès est l'union, l'union de tous les agriculteurs tunisiens entre eux, mais aussi avec les agriculteurs français, ensuite, union réalisable seulement au sein de la C.G.A.

Car celle-ci a donné assez de preuves sur l'efficacité de son action pour défendre les intérêts des agriculteurs et œuvrer pour la prospérité de l'agriculture qui est notre source principale de vie et de richesse.

Grâce à cette puissante organisation, nous avons pu obtenir des prix rémunérateurs pour certains de nos principaux produits : blé, vin, huile, etc... Grâce à elle, et sous sa pression, le Gouvernement Central s'est décidé à résoudre le problème des prix et des salaires, car enfin les agriculteurs, bien qu'ils ne peuvent écouler leur production à une masse citadine privée de son pouvoir d'achat.

Cette C.G.A. a la bonne fortune d'être dirigée par un homme d'une rare finesse d'esprit et de jugement, qui

homme qui fait honneur à la nation française et qui en un laps de temps très court, a saisi le sens des problèmes agricoles qui se posent en Tunisie.

En effet, M. Philippe Lamour, au cours de son voyage à travers la Régence, grâce à son instinct aigu de paysan, et aux renseignements précieux que lui ont prodigués les hautes personnalités agricoles de ce pays, et notamment l'actif et intatigable Général Saadallah, ainsi que M. Saumagne, s'est fait l'instigateur d'un vaste programme agricole. De la réalisation de ce programme, possible grâce au concours de l'U.T.-C.G.A., et de tous les agriculteurs de la Régence, dépendra l'équilibre économique et la prospérité de la Tunisie.

Voici en page arabe notre photo, dont voici la légende :

M. Ali Sghir, Secrétaire Général adjoint de l'U.T.-C.G.A., met M. Philippe Lamour, Secrétaire Général de la C. G. A., au courant de la situation agricole dans la Régence.

PREVISIONS POUR LA SEMAINE DU 20 AU 26 NOVEMBRE 1948. Les temps sont généralement clairs ou peu nuageux avec vent de N.-O. à N. A partir du 24 nuages matinaux sur les régions voisines de l'océan. Aux environs de E. Pas de précipitations en général.

LA MUTUALITE AGRICOLE EN AFRIQUE DU NORD

Assemblée Générale de la Caisse Centrale des Assurances Mutuelles Agricoles à ALGER

Les 3, 4 et 5 Novembre 1948 se sont tenues à Alger les Assemblées Générales de la Caisse Centrale des Assurances Mutuelles Agricoles de l'Afrique du Nord.

Parmi les délégués tunisiens nous avons noté la présence de MM. Charles Carrier, Président de Tunis-États Réassurances, et membre du Comité de l'U.T.-C.G.A., Maurice Carrier, Président de Tunis-Réassurances, Vice-Président de la Caisse Centrale et membre du Comité de l'U.T.-C.G.A., Zeller, membre du Comité de l'U.T.-C.G.A., Carrière, Secrétaire Général de l'U.T.-C.G.A., Rignault, membre du Comité de l'U.T.-C.G.A., Mares Gauthier, Directeur des Caisse Réassurances de Tunis-États Réassurances, M. Randeger, Chef du Service de la Mutualité, était délégué par le Gouvernement Tunisien.

De nombreux contacts furent établis entre marocains, algériens et tunisiens. Seuls à notre connaissance, ce colloque de hauts cadres de mutualité n'a été que de rares rencontres. Beaucoup de problèmes communs gagneraient à être discutés ainsi sous l'angle l'Union Française. Ce n'est pas un des moindres mérites de la Caisse Centrale de le permettre.

Sous la présidence du Docteur Abadie, MM. Ribes, Directeur Général et Laffont, Directeur — un an-

cion tunisien — recevaient leurs invités avec courtoisie et une soignée atmosphère de camaraderie ne cessa de régner pendant ces 4 jours.

Le jeudi 4 un banquet réunissait à l'Alehti tous les délégués au nombre de 300. Présidé par Monsieur le Gouverneur Général Nagelein, il se clôtura par de vibrants discours, de représentants de la Tunisie M. Charles Carrier, du Maroc et enfin par un éloquent hommage rendu par M. le Gouverneur Nagelein aux premiers pionniers mutualistes de l'Afrique du Nord.

Favorisé par un temps idéal, une visite de la Mitidja permit à quelques-uns d'entre nous d'admirer les magnifiques réalisations coopératives. Citons en passant à Boufarik, la Coopérative d'Agumes et deux belles coopératives viticoles, une de vinification, l'autre de concentration de modis.

Une promenade au splendide domaine de Sidj Salem valait à elle seule le voyage.

En résumé ce fut là une démonstration pratique de l'importance de la Mutualité et de la Coopération. Souhaitons à tous ces efforts une réussite toujours plus grande, persuadés que de cette réussite dépend l'avenir de l'agriculture nord-africaine.

انشاطنا النقابى

تدافع الس. ج. ا. في باريس

بلاغات

سيطة

عقدت النقابة الفلاحية لمتجى سيطلة اجتماعا يوم ٢٠ أكتوبر ١٩٤٨ وفتحت الجلسة على الساعة الثالثة والنصف بعد الزوال وحضرها اصالة او بالنيابة السادة : بربارة وهليكس وديمون هنرى وديمون جاك وقونو كلود وريبر وبيوش وبوركارد وشكرى بولكش ويطوبى ولحضر النقطة .

وتفب بعذر السادة : دومانج وموتبالو وزالار ولحضر ابن الحاج الطاهر .

* الاجور الفلاحية *

ووقع النظر في مسألة الاجور الفلاحية . ووقع التبرير على انه يخشى ان يضر الفلاحون بسبب قلة مداخيلهم في الظروف الراهنة الى تخفيض عدد العملة الذين يستخدمونهم .

* اسعار الحبوب *

واستقرت النقابة امام الفرق العظيم الموجود بين السعر الذى يبيع به المنتجون حبوبهم والسعر الذى يشترون به بذرهم من الشركات الاحتياطية التونسية . وبطلون بان يكون سعر البذر الذى يشترونه مضاهيا للسعر الذى يبيعون به انتاجهم .

* اسعار الوقود *

وتطلب النقابة تكوين وقود فلاحى ملون يكون سعره اقل قدر من سعر الوقود المد للتجول والنزعة .

الري

يجدر ان يكون تمويل المستثمرات الفلاحية من لاء جزءا من برنامج الري للبلاد . وفيما يخص جهة سيطلة تطلب النقابة :

- ١ - الاعتناء بمنابع الماء الموجودة وتجهيزها شيئا فشيئا .
- ٢ - التفشيش على منابع الماء في الجهة الكائنة في جنوب سيطلة والتي تشمل حقن (عطار) وتحدها ملكة سى لحضر النقطة .

المواصلات وحاضرة تونس

ولاجل الانتقال الى حاضرة تونس يستحسن اعظم استحسان استعمال قطار من نوع (ميشلين) سريعة وطبق جدول اوقات مضبوطة فتدخل بصفة خاشة السفر اثناء نزول الامطار التى تقطع المواصلات على طريق التنايا .

الهاتف

ونظرا لانقطاع الفلاحين القاطنين بالاملاك لكائنة شمالي سيطلة وافقت النقابة على اقتراح احد اعضائها وتطلب تاسيس غرفة معدة للهاتف . ويستطيع تشييد تلك الغرفة في وسط الاملاك الكائنة بالشمال (بئر دومانج) فتتحمّل الشركة المدنية لسيطة الشمالية القيام بتسيير شؤون تلك الغرفة .

وبعد تعيين تاريخ الاجتماع المقبل (٢٣ نوفمبر ١٩٤٨ على الساعة الثالثة بعد الزوال) وحيث ان النظر في المواضيع انتهى رفعت الجلسة .

الفلاحة بالاقطار الاجنبية

(بقية الصفحة الاولى)

الموسم المقبل سيتجاوز قدره البذر الفارط لسيما فيما يخص الحبوب المدة للعلف . واخترعوا هناك ايضا آلة كهربائية لتمييز البيض .

وفي بريطانيا العظمى لا يزال الاجتهاد الفلاحي الذى لاحظنا عليه المزارع العديدة مسترسلا بصفة خاسمة . فهل لا تدرون انهم يحصدون القمح حتى على جوانب طرقات احواز حاضرة لندن ؟ وقررت السلط العمومية الانجليزية مثلما قررت ذلك سنة ١٩٤٧ اعطاء منح لاجل الدواب التى تحمل القرون والتى ترتع ليلا ونهارا مدة الصيف في جهات الجبال الكائنة باقتلرا وبلاد « الغال » .

وبلغا ايضا ان فلاحا الكنان الذى تغافلوا عنها منذ ٤٠ سنة بسبب مزاحمة الكنان الروسى الرخيص السعر بلغا ان اقتلرا استأنفت تلك الفلاحة باجتهاد وطبق طرقات عصرية راقية . وليس هذا النوع من الكنان مثل الذى نزرعه بالبلاد التونسية لانتاج الزيت بل انه الكنان الصالح للنبسوجات . وستزيد الحديث عن الفلاحة باقتلرا .

* مستودعات *

ر. ديهوي

تجدون هناك محركات

اساس

وديازال

وكهربائية

آلات السقو من الابار

وتهيكم تجاربها التى مارستها مدة

٥٧ - شارع كرتاج

عدد الهاتف : ٤٨-٣٤ - بتونس

* مطبعة لارايد *

وكيل الجريدة المسؤول

ا. كواني

(بقية الصفحة الاولى)

وهل يجدر ان يحملوا بفضل توريد منتجات اجنبية احط اوصاف وعرض مسؤولية التأخير في تمويل السوق ذلك التأخير الذى هم يربؤون منه البراءة التامة ؟

وستبذل الجامعة العامة للفلاحة جهدها كى تذلل بسرعة مشكل تعطيل النقل من جهة ومن جهة اخرى كى تخفف الخطر المهدد من اجل تطبيق اتفاقيات تجارية لم يكونوا قد استشيروا عنها .

ولم يصدر لحد الآن القرار الذى يخول توريد القوارص الاسبونية لفرنسا ولكن متجى افريقيا الشمالية لا يزالون مكترئين بهذا الامر .

ورغبت الس. ج. ا. من جناب وزير التميمين ان يعتبر اهمية انتاج القوارص بالنسبة للاقتصاد العام بافريقيا الشمالية حق اعتبارها وان يعتبر ايضا التأثير الاقتصادى والاجتماعى الذى ربما يتسبب فيه عدم اعتدال السوق المترتب على توريد المنتجات الاجنبية كما الفت نظر جنابه الى وجوب اتخاذ جميع الاحتياطات فيما يخص تاريخ وبلغ الواردات الاسبانية من القوارص وتنسيق اجال تلك الواردات .

ويظن ان جناب وزير التميمين فهم فهما جيدا حججنا واستغرق في دراسة الارقام التى قدمناها له .

الاسعار والاجور

قد رفض اقتراح الس. ج. ا. لدى المجلس الى الاقتصادى ذلك الاقتراح الذى يتعلق بتعديل الاجور والاسعار ورفض مع كل الاسف من طرف لجان الاقتصاد الى المالية التى اجتمعت .

وعرض م. ريكارد رئيس كتلة ارباب المناجم بالمجلس الاقتصادى الحجج التى ارتكروا عليها في رفضهم للمشارطة في اقتراح الس. ج. ا. وادلى بان النظر في ذلك الاقتراح امر زائد حيث ان الدراسة التى شرع فيها المجلس الاقتصادى تغنى عنه .

وزيادة على ذلك ونظرا لان الحكومة قد سطرت سياستها الاقتصادية وشرعت الآن في تطبيق عدة مقترحات من التى قدمتها الس. ج. ا. لسيما فيما يخص اصلاح في الادامات ومقاومة الاحتكار فان دراسة اقتراحات الس. ج. ا. فاشرو الاحتياط على حصة من الدولارات قصد التوريد والتعويض الخاص بالالات المدة لمقاومة خطر تجرد الارض من ترايبها الحطب . فقد قدمت مطالب في توريد ٦ آلات من نوع (برارى - مولشو) غير ان هذا العدد غير كاف . واجمعوا الراى على وجوب جميع التسهيلات لاجل توريد تلك الآلات التى خصص لها قسط من العمولة المعنية لشهر جانفى .

توزيع المواد الضرورية للفلاحة

(بقية الصفحة الاولى)

وبفضل محصول تنماء متوافرا واسعار تجدر مراجعة تعينها سيستطاع منذ شهر جوان المقبل تعديل الامور حسب ارتفاع جديد للاسعار .

وعرض بعد ذلك م. كاتلينو المهندس الاول الرئيس للمشروع البدوى اقتراحات شتى اقترحها شركات تجارية مخصصة بتوريد العتاد الامريكى والانقليزى راغبة في اغنام فرصة التعويض . ووقع الاتفاق على توريد العتاد الخفيف من تشيكوسلوفاكيا .

وأبدى رأى مناف فيما يخص توريد التركتورات (مينابوليس مولين) المحركة بفضل القاروازل والسائرة على العجلات . ولم يوافقوا على اشتراء تركتورات قديمة من نوع (فوردسون) .

ووافقوا على اشتراء طواحن الريج بشرط ان تخصص حصة للفلاحة تباع فيما حرا . ولم يوافقوا على اشتراء المحركات القارة (ديزال) لان هذه الآلات تابعة للناحية الصناعية .

وفيما يخص المحارث الضخمة اتفقوا على اشتريائها كما وافقوا ايضا على توريد ١٠ تركتورات فوفلار - مارشال من النوع الزاحف ذى قوة ٤٠ زائلا ديزال بسعر ٩٥٠٠٠٠ فرنكا تقريبا اذا كانت قيمة الدولار ١٥٠ فرنكا . وامفرت تجربة تلك التركتورات على نتيجة حسنة .

ج. ا. صارت غير ضرورية .

وفيما يخصنا نحن فاننا نتأسف من ان لجان المجلس الاقتصادى وافقت على جل اقتراحات م. ريكارد . غير ان تقديم اقتراح يشمل لتفريتين سيخول مواصلة النظر في اقتراح الس. ج. ا. .

ولكننا نلاحظ على ان تناول دراسة طبق هذه الشروط تقلل جدا من قيمتها الحاسمة . ولا يروعا الا ان تتأسف عن ان اقتراح الس. ج. ا. الذى يرمى الى تعيين نسبة ترضى جميع الذين يهمهم الامر نسبة بين الاجر المعلن للساعة الواحدة وبين سعر المواد و المتسوجات الحيوية وتتأسف عن ان ذلك الاقتراح لم يعتن به الاعتناء الذى يحفظه .

ان الشروع النقابى في الحضارة العصرية له شان راقى . اما مسؤوليته تكون ضمانا فيما يخص المشاكل الحيوية او فانه سيؤدى بالامة الى التدهور .

المشكل الفلاحي بالايالة التونسية

لم يعتبر م. فيليب لامور واعضاده زيارتهم للقطر التوسى مظاهرة رمزية فقط . فعندما آسوا الى باريس اهتمت الس. ج. ا. بالمشاكل التى احيط بها علما الكتاب العالم الذى تحدث شخصا حديثا طويلا مع جناب رئيس مجلس الوزارة عن الحالة الفلاحية بالقطر التوسى .

ان ملفات الوثائق المتعلقة بتلك المشاكل تلك الملفات التى كان بعضها يستوجب الاتمام قد فحيت للبحث المدقق . ووقعت اتصالات عديدة بالحكومة ويجدر ان تمنى ان نشاط الس. ج. ا. في سبيل الزيت والتجهيز والاعتماد المتوسط او الطويل الاجل يسفر على نتائج محسوسة بالنسبة لفلاحة القطر التوسى . ولكن لا يمكن التحصيل على ادنى نتيجة اذا تتغافل المنظمة الصناعية الفلاحية بالقطر التوسى على وحدة الراى في كنفها .

وصار الآن اتحاد القطر التوسى للس. ج. ا. ركنا مهما من اركان منظمنا المتينة القومية . ان هذه نتيجة تسرنا غاية السرور . فيجدر تحصينها كى نمكن الذين استوزروا المسؤولية الثقيلة التى تقتضى الدفاع على مصالح فلاحى القطر التوسى الصناعية والاقتصادية والاجتماعية كى نمكن اولئك من الاسلحة

توزيع المواد الضرورية للفلاحة

ثم طلب م. فاشرو الاحتياط على حصة من الدولارات قصد التوريد والتعويض الخاص بالالات المدة لمقاومة خطر تجرد الارض من ترايبها الحطب . فقد قدمت مطالب في توريد ٦ آلات من نوع (برارى - مولشو) غير ان هذا العدد غير كاف . واجمعوا الراى على وجوب جميع التسهيلات لاجل توريد تلك الآلات التى خصص لها قسط من العمولة المعنية لشهر جانفى .

وطلب م. ر. بانى احترام القرارات التى يقع اتخاذها فيما يخص آجال اقتناء التركتورات والفت النظر الى ان بعض التركتورات التى وقع توزيعها في شهر ماي لا زالت متروكة في مستودعاتها .

واغتم م. فاشرو فرصة هذا الاجتماع حيث بسط مسألة الوقود فطلب :

ترفع الحصة المدة لتسيير التركتورات الديزال عند عطائها من ٣ للمائة الى ٤ للمائة ان يكسرت بان يتحصل الفلاحون الذين يملكون كميونات للنقل الخاص على تسريع حصتهم من الوقود التى تمنحها اياهم مصلحة النقل ترفيها محسوسا نظرا لان تلك الحصة غير كافية بصفة واضحة .

وان يوفر ايضا في كميات الاساس المدة لتقلات سيارات الفلاحين .

وان يخص قسط من الوقود الى غراسه الاشجار والاعتناء بالحدائق المشجرة كقطع النجم وغير ذلك .

* بـذور الكتان *

ليكن في علم السادة الفلاحين الذين قدموا مطالب للحصول على زريعة الكتان ان بذر الكتان سيقع قرصه في هذا انعام حسب الشروط الاتية :

ولا - يقرض الفلاح فطارا يرجعه من نوعه وحسب درجته من النظافة من صابة ١٩٤٩

ثاني - مصارف النقل والتعبية يتحملها الفلاح .

ثالث - يقع توزيع الكتان من طرف الشركات الاحتياطية بجميع مراكزها بالايالة للفلاحين الذين سيبدرون اقل من عشرة قنطار على ان الفلاحين الذين يتجاوز بذره عشرة قنطارا يمكنهم تسلم زريعته من :

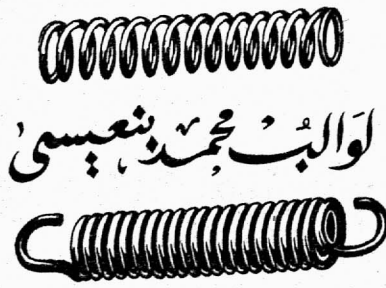
١ - المصرف التجارى للكتان ٥٢ شارع جول فيرى بتونس

٢ - التعااضدية المركزية للفلاحين نهج البرتغال بتونس

٣ - التعااضدية الفلاحية التونسية بالحجرة الفلاحية التونسية بتونس

٤ - سكوبلى شارع روستان بتونس

يجب على الفلاح امضاء عقدة يلتزم فيها بارجاع البذر كما انه ينبغي له اعلام شركة الكتان بقصر الشورى شارع روستان بتونس وكذلك المؤسسة التى تسلم منها بذره بمكسوين مضمونى الوصول في صورة ما اذا انعدمت صابته مع بيان اسباب ذلك وتديق عدد الهكتارات المدومة



نهج البرامية عدد ٢ مكر - بتونس

شركة

الموتور

٥٤ - شارع كرتاج - ٥٤ بتونس

عدد الهاتف : ٥٤٣٨ ٣٩ و ٤١ و ٤١

يجد هناك الفلاحون والتجار والصناعيون جميع الآلات المتسوعة والفاخرة

مستودع لويس مونتني

٣٦ نهج لافيغوري

بتونس

عدد الهاتف : ٣٠١٢

تجدون هناك آلة الحراثة التى يسيرها محرك روطارى م. ج. ا. وقوة المحرك ٦ ش. ف. وتقوم هذه الآلة بحراثة متقنة في جميع انواع الاراضى . وتقوم بالتجربة امام من يرغب فيها .

هل لم توجد المواد الحصة للتراب بالقطر التوسى ؟ كلا .

فاسعملوا اسمة « سيدى بلحسن » المركبة من مواد مشتقة من الاجسام الحية والتى تناسب التطبيق الفلاحي المحكم .

شركة سيدي بلحسن

نهج ج. ج. ج. عدد ٢ بتونس

فايد بالايجاع اعضاء اللجنة هذه المطالب الشئى واعتمدوا عليها في تحرير كتاب ارسلته كل من الحجلات الى معالى الوزير .

يسزم ايضا الفلاح بتمكين ممثلى شركة لكتن من زيارة الاراضى المبدورة كتابا وختاما تعذر الشركة عن عدم اجابة جميع الطلبات للبذر حيث انها حددتها على قدر ما لديها من كتن .

عبد الرحمان الباجي

نائب شركة لكتن بالحجرة الفلاحية التونسية

اسعاف الفلاحين

قتيل معالى وزير الزراعة جناب السيد محمد بن رمضان رئيس القسم التوسى بالمجلس الكبير وقد فوضه جنابه في مسألة توزيع الخمسة مليون فرنكا المسندة من طرف فرنسا لاسعاف الفلاحين ممن توالى عليهم الجوائح .

نشاط جمعية الفلاحين

سيقع الاجتماع الدراسى المقبل يوم الخميس في ٢٥ من الجرى بدار الفلاحين .

وستكون موضوع هذا الاجتماع السفارة الاخيرة التى قام بها الى الولايات المتحدة السادة فالديرون رئيس مصلحة التشجير والزراعة وآلان مدير الاراضى الدولية ومادام كايو وم. ج. ديمون مدير الشركة الفلاحية لا. قونو .

ويستدعى استدعاء واديا جميع الذين يهتمون بهذا الموضوع لحضور هذا الاجتماع

* الوقود المعدل للبذر *

بفضل الامطار الاخيرة التى تؤمل بعدها زراعات حسنة سيضطر الفلاحون لحراثات اضافية وتصح ٢٠ لبترة من الوقود للهكتار الواحد غير كافية . ولا يخفى عا ان الادارة المسؤولة قد شعرت بذلك . فحث جميع رؤساء نقاباتها التى يوجد من بين منخرطها من في حاجة للوقود ان يوجهوا لنا قائمات الراغبين مع ملاحظات عن الكميات اللازمة وسنبلغ تلك القائمات الى المصلحة ذات النظر .

الوقود الفلاحي

ان الاجل النهائى لصنوحية القسط الاول من سندات الوقود الخاص بالبذر (بالنسبة للمقيدين) قد اجل الى يوم ٢٧ نوفمبر وكان معنا اول الامر الى يوم ١٣ نوفمبر .

مستودع ت. ب. بارنان

٩١ - شارع كرتاج - بتونس

تجدون هناك التركتورات والآلات الميكانيكية الفلاحية من انواع كاتربيلار وجوهن دير واويفيسى

مستودع لويس مونتني

٣٦ نهج لافيغوري

بتونس

عدد الهاتف : ٣٠١٢

تجدون هناك آلة الحراثة التى يسيرها محرك روطارى م. ج. ا. وقوة المحرك ٦ ش. ف. وتقوم هذه الآلة بحراثة متقنة في جميع انواع الاراضى . وتقوم بالتجربة امام من يرغب فيها .

هل لم توجد المواد الحصة للتراب بالقطر التوسى ؟ كلا .

فاسعملوا اسمة « سيدى بلحسن » المركبة من مواد مشتقة من الاجسام الحية والتى تناسب التطبيق الفلاحي المحكم .

شركة سيدي بلحسن

نهج ج. ج. ج. عدد ٢ بتونس

فايد بالايجاع اعضاء اللجنة هذه المطالب الشئى واعتمدوا عليها في تحرير كتاب ارسلته كل من الحجلات الى معالى الوزير .

تهطلت الأمطار في غضون شهر نوفمبر بمختلف أنحاء الأباله وذلك على النسبة التالية بحسب المليمتر :
طبرقة ١٢٢ - بنزرت ٥٩ - ماطر ٥٠ - باجة ١٤٥ -
تبرسق ٩٥ - مجاز الباب ٣٢ - سوف الاربعاء ٦٥ -
تونس ١١٣ - نابل ٣٠ - قزباله ٧٢ - زغوان ٦٤ -
الكاف ٢٢١ - مكنر ١٠١ - تالة ١٠٤ - القصيرين ٣٣ -
القيروان ٥٢ - سوسة ٧٨ - الجيم ٨٢ - جربة ٥٦ -
جرجيس ٦٩ - مدينين ١٢ - توزر ٤٨ - رمادة قطرات

تونس الفلاحية

لسان اتحاد القطر التونسي * للجامعة العامة للفلاحين

جريدة اسبوعية تصدر كل يوم سبت

عدد ٨٢
نمن النسخة ٨ فرنكات
الاشتراك عن سنة ٤٠٠ ف
الادارة : شارع جول فيري ٧٢
- تونس -
تليفون عدد ٤٤ - ٧٦
وعدد ٤٥ - ٧٦
يوم السبت ٢٠ نوفمبر ١٩٤٨
الموافق ١٨ محرم الحرام ١٣٦٨

سانحة

ان الامطار الاخيرة رحمة من الله نزلت غزيرة وتعود بالنفع على القطر التونسي بأسره. وستشوش الربوع وتحسن الزراعات. بؤدا ان تصور مستقبل جميلا حتى تمنى ان يذل الموسم المقبل الذي سيخول مداخيل من المال هامة بالنسبة لمستثمرات عديدة ان يذل تديلا نهائيا مثمومها الازمة التي اجتازتها فلاحه هذه البلاد باجمعها في السنين الاخيرة.

وحيث انا متشبثون بالواقعات بصفتنا بدوين نعيش على الارض ومنها وبجها نخشى ذلك التصور الجميل للمستقبل ذلك التصور الذي كثيرا ما تقتسمه في هذه الديار الادارة مثلما تقتسمه الفلاحه (كما نعرف بذلك انصافا لما ندعيه على الادارة) كى يؤجل تطبيق البرامج المقترحة التي يؤول بدون تطبيقها فلاحه هذا القطر الى الاضمحلال بل الى الهلاك.

فاذا تأملنا في القواعد التي تباشر طبقها الادارة في هذه البلاد تذل عددا مشاكل كالري وغراسة الاشجار المثمرة مثلا تتضاعف آمالنا. لا ريب في انا نعرف انه يوجد في ادارات صالحة موظفون صالحون.

وعندما نرى كيف تظهر الادارة عاجزة عن تطبيق تلك البرامج التي نشأت عن تفكير جيد تحدى بنا الحشية بالنسبة للمستقبل كما للحال.

ولكنه اذا كان من البدهة ان نؤمل تحليلا للمشاكل العظيمة الفلاحية بهذه البلاد بدون مساعدة الادارة فانه من اقصى البدهة ان نلق آمالنا على استعداد ومساعدة الذين يخضعهم الامر.

فعد زيارتنا القطر الشقيق المجاور اضح لنا ان قطرنا التونسي غنى من الناحية المعنوية عن الرغبة في التعليم التي تخص التعاقد والتعاون.

وذلك من الناحية المعنوية البحتة غير ان المعنويات شيء والواقعات شيء آخر. ان تأسس تعاقدية حراثة او تشجير او انتاج امر جميل ولكن اذا بقيت تلك التعاقدات منفردة فانها لا تقدر الا على تعديل جزئيات من الامور. فلا يمكن فلاحه هذه البلاد مثل الفلاحه في الاقطار الاخرى ان تحرز على النهضة وان توفر الاموال الا بفضل عدد لا يزال يتضاعف دائما من الفلاحين الذين يجدر بهم ان

(تونس الفلاحية)

الفلاحه بالاقطار الاجنبية

اوقفا بضعة اسابيع نشر الاخبار الفلاحية على الاقطار الاجنبية. وفي الحال هناك مواضع بروق لنا ان نبسطها لما لنا من اعتقاد في الفضائل النشئة عن ذكر تلك الاخبار. حيث ان الذين تبعدهم عنا مسافات شاسعة فانه لا يزال

تدافع الس. ج. ا. في باريس على الفلاحه التونسية

باريس في ٩ نوفمبر ١٩٤٨ - (لمبعوثنا الخاص) :
وقرعت مرة اخرى الجامعة العامة للفلاحه وزير النقل والاشغال العامة راغبة منه ان يجد حلا استعجاليا لهذه القضية ومقترحة عليه مرة اخرى استعمال وسائل نقل دون بواخر الشركات الممتازة التي تكلف المنتجين مصاريف احتكارية تتجاوز طاقتهم.

وكان يمتنى منتجو شمال افريقيا ان يكون ودود تلك الغلال الكثيرة لفرنسا سببا لتعديل الاسعار حسب القواعد الاقتصادية الطبيعية. واذا تسببت عوامل فحشية اجنبية عن سلك الانتاج والاتجار في تدهور توجيه المنتجات توجيهها اعتياديا نحو سوق فرنسا فان الحسائر التي تتسرب على ذلك بدون شك تحدث اختلالا في تلك السوق وتغير وتؤخر اعداد الاسعار المعتدلة.

فهل سيكون المنتجون مسؤولين بذلك ؟ (البقية على الصفحة الثانية)



تسل هذه الصورة السيد على الصغير كاهية الكاتب العام لاتحاد القطر التونسي للس. ج. ا. وهو يشرح الحالة الفلاحية بالايلة لم. فيليب لامور الكاتب العام للس. ج. ا.

بحرى بنا ان تلقى كثيرا من التعاليم التي نجدها عند غيرنا. فلنعرّف بذلك بغاية البساطة ولنختل مكانا في صف المناظرة الجارية في سبل الرقي تلك المناظرة المرتبطة بها تغذية بل سلامة العالم. وبهذه المناسبة نفسها يجدر بنا الا ننسى ان بلادنا لا تستطيع ان تعيش نفسها بنفسها وان اقتصادنا مرتبط حب من حب وكره من كره باقتصاد اجوارنا. فاذا اعتبرنا انفسنا ما زلنا من ناحية الانتاج الفلاحي والتوطين في عداد الصف الاخير لوجدنا الولايات الاميركية وتلك الولايات فحسب هي التي تمنون ١٧ قطرا تشمل حتى المانيا الغربية ولا تستثنى من تلك الاقطار الايلة التونسية الداخلة من هذه الناحية الاقتصادية في الفصل المتعلق بفرنسا. وبصفة عامة لا تقع الكتلة الاقتصادية المشتملة على اوربا وافريقيا الشمالية لا تقع نفسها نفسها ومهما كان الرقي الميكانيكي الذي تشاير عليه الفلاحه متاخرة الكيدة وضرورية فانا لا نعتقد ان خطر المبالغة في الانتاج بعيدة عواقبه التي تهددنا.

اما الهدف الذي يجب ان نسعى اليه فهو اعتدال لا يحرز عليه العالم الا بفضل تنسيق منتوجات مختلف الاقطار تنسيقا محكما. ومعنى هذا هو ان كل جهة ليست حرة في ان تعاطي الفلاحه حسب اهوائها بل يتحتم عليها ان تنسق زراعتها طبق برنامج عام. وقبل ان تعتبر بضعة خاصة المشاريع التي باشرتها مختلف الاقطار وكى لا نبارح الميدان الدولي فلنذكر ان مكاسب العالم من الضان توافرت بقدر ٣ للمائة (وهذا القدر ضيل (البقية على الصفحة الثانية)

الفلاحه بالقطر التونسي

بقلم علي الصغير كاهية الكاتب العام لاتحاد القطر التونسي للس. ج. ا.

الذي لا يمكن ان تصوره الا في كنف الس. ج. ا. على ان الس. ج. ا. قد اتب جميع الادلة على فضائل نشاطها الحاسمة في سبل الدفاع عن مصالح الفلاحين واجتهادها في سبل ازدهار الفلاحه التي لا تزال المنبع الاصل لحياتنا وغنائنا.

وبفضل هذه المنظمة المتينة استطعنا التحصيل على اسعار معتدلة للامم من منتوجاتنا كالقمح والزيت والخبث وغير ذلك. وبفضلها ايضا اضطرت الحكومة المركزية الى ان تسعى في سبل تذييل مشكل الاسعار والاجور. على ان الفلاحين المتشبثين بالواقعات يعلمون علم اليقين انهم لا يستطيعون تصريف انتاجهم الى عنصر حضري محروم من وسائل الاشتراء.

وساعدت المقادير الس. ج. ا. حيث انها يسيرها رجل ذو فكر ونظرية شاذة ذلك الرجل الذي تفتخر به الامة الفرنسية والذي فهم في ظرف مدة قصيرة جدا موضوع المشاكل الفلاحية التونسية.

وتاييدا لذلك فان م. فيليب لامور اثناء زيارته للايلة وبفضل حدة عريزته البدوية والارشادات النفسية التي جادت بها عليه الشخصيات السامية الفلاحية بهذه البلاد ولسيما جناب امير الامراء سعد الله وم.

عوماني ان م. فيليب لامور اقترح وحث على اعداد برنامج فلاحى يمكن تطبيقه بفضل مساعدة اتحاد القطر التونسي للس. ج. ا.

وجميع الفلاحين ذلك البرنامج الذي يرتبط به اعتدال البلاد التونسية الاقتصادي وازدهارها مع اصدقائهم الفلاحين الفرنسيين ذلك الاتحاد

الاجتماع العام للصندوق المركزي

للاحتياطات التعاونية بعاصمة الجزائر

واخوة استمرت اثناء تلك الاربعة ايام. ويوم الخميس في ٤ نوفمبر شملت ندوة غذائية بفندق ايرلاني جميع المندوبين الذين يبلغ عددهم ٣٠٠. وختمت تلك الندوة التي وضعت تحت رئاسة الوالى العام الم. ناجلان بخطابات مؤثرة القاها مثلا تونس (م. شارل كاريي) والمروك.

وفي الختام ادلى جناب الوالى العام بعبارات الشكر والتحية نحو المؤسسين الاولين لمشروع التعاون بافريقيا الشمالية.

وساعدنا حسن الطلس على زيارة جهة النتيجة التي شاهدنا فيها التشييدات التعاقدية التي شملت مثل الحرجتين الفلاحيتين للشمال الفرنسية والتونسية والحرجتين المختلطين للوسط والجنوب والجامعة العامة للفلاحه (س. ج. ا.) على ان فقدان المال الراهن يصير من اجله مستحجلا انتظار ترفيع سعر الغاد المورد. فهو اذن من الحرج ان يبقى الدولار على قيمة ١٥٠ فرنكا ما دام صندوق التعويض يستطيع استخلاص الحسائر المترتبة على تلك القيمة.

توزيع المواد الضرورية للفلاحه

اللجنة الثانوية عقدت هذه اللجنة اجتماعها في ٤ نوفمبر الجارى قصد النظر في مسألة تسوية المعاليم. وفي البداية القى سؤال يتضمن قاعدة اساسية عامة وهو : هل يجب ان يبقى الدولار على قيمة ١٥٠ فرنكا حتى تاريخ ماى ١٩٤٩ ثم تنتقل دفعة واحدة الى قيمة ٢٦٤ فرنكا للدولار الواحد او هل يجب ان نتخذ موقفا انتقاليا منذ الآن تعين حسب قيمة الدولار الواحد الى ٢٢٠ فرنكا.

(البقية على الصفحة الثانية)